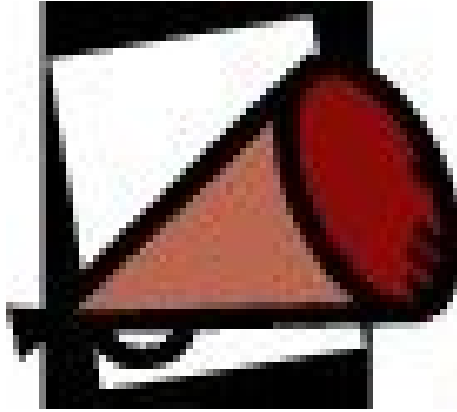


<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-les-membres-de-QS-en-discutent>



# Négociations du secteur public, les membres de QS en discutent

- Société - Mouvement syndical -



Date de mise en ligne : mardi 4 mai 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le 27 avril s'est tenue une rencontre virtuelle initiée par le réseau intersyndical de QS regroupant plus de 40 membres de QS de plusieurs régions travaillant dans le secteur public. Alors que la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) vient tout juste de conclure une entente de principe avec le gouvernement, il y a encore 500 000 salarié.e.s de l'état qui peinent à améliorer leurs conditions de travail.**

### Quelques constats

La négociation est en cours depuis plus d'une année mais les représentants gouvernementaux aux tables sectorielles n'ont bien souvent pas de mandats clairs et de ce fait la négo s'enlise. Côté salaire, c'est le 5% d'augmentation sur 3 ans et un hypothétique 1% du gouvernement qui ne bouge pas alors que la demande syndicale est de 12% sur 3 ans, pour certains, allant à plus de 20% sur 3 ans pour les préposé.e.s aux bénéficiaires.

Les informations échangées par les participant.e.s donnent un aperçu partiel de la situation :

#### Secteur santé :

- " APTS : catégorie 4 : rien n'est réglé, ni à la table sectorielle, ni à la table centrale avec FIIQ
- " FIIQ : table sectorielle réglée en 2020 avec des gains sur les ratios patients/infirmières mais rien n'est réglé à la table centrale avec l'APTS
- " CSN -FSSS : rien de réglé pour les préposé.e.s aux bénéficiaires, les « anges gardiens » ... tant à la table sectorielle qu'à la table centrale

#### Secteur éducation

- " FAE : entente de principe acceptée le 30 avril.
- " FSE-CSQ : négociation sectorielle avance
- " CSN-FNEEQ : rien ne bouge

#### Secteur public

- " SFPQ : rien ne bouge pour les fonctionnaires du gouvernement
- " SPGQ : rien ne bouge pour les professionnel.le.s du gouvernement

### Mobilisations

Alors que la mobilisation s'amorçait l'an dernier, elle s'avère difficile en temps de pandémie. Les manifestations se font rares mais il y a recrudescence de lignes de piquetage devant les établissements de santé et de l'éducation. De nombreux mandats de grève ont été obtenus dans le secteur de l'éducation (FAE, CSQ-FSE, CSQ\_FNEEQ). Des recherches de mandats sont en cours dans la santé (CSN-FSSS, APTS).

### Terrain parlementaire

Vincent Marissal, député de QS-Rosemont, a indiqué l'absence de volonté gouvernementale d'améliorer les conditions de travail des salarié.e.s de l'État. Au-delà des remerciements aux « anges gardien », la gouvernement Legault n'a pas la volonté politique de consolider l'ensemble des services publics, ni de répondre aux besoins criants

identifiés tel le manque d'expertise du gouvernement tant dans le domaine de l'agriculture, que de la forêt, de la santé ou de l'éducation. Et cela sans compter répondre adéquatement au manque de rétention du personnel, au manque d'attractivité, à la pénurie de personnel en plus de vouloir se départir de 5 000 fonctionnaires d'ici 2022. La revalorisation des services publics n'est pas à l'agenda.

### Terrain des syndiqué.e.s membres de QS

Les enjeux pour ces syndiqué.e.s de la fonction publique et parapublique sont clairs et se sont précisés depuis la mise en place de maintes mesures contraignantes liées à la covid :

" Améliorer les conditions de travail et remettre en vigueur les conventions collectives rendues inopérantes avec la loi sur les mesures sanitaires depuis mars 2020

" Avoir des ratios pour les différents corps d'emploi en santé et en éducation au-delà de ceux convenus pour le personnel enseignant ou infirmier.

" Introduire dans les contrats de travail un droit de déconnexion en dehors des heures de travail

" Mettre en place dans tous les ministères des mesures assurant la rétention des personnels, la fin de l'exode vers le privé, vers les agences de placement.

" Introduire un droit à 10 jours de congé pour violence conjugale, violence familiale

" Émettre sans tarder la « résidence permanente » aux « anges gardiens » en attente de statut.

### Les « agir »

Plusieurs pistes ont été avancées. Sur le terrain syndical, il faut rebâtir collectivement la cohésion intersyndicale : avoir des revendications communes, des luttes communes, laisser de côté les bannières spécifiques pour avoir de meilleurs services publics et une plus grande solidarité syndicale.

Sur le terrain politique, QS devrait initier des campagnes pour favoriser non seulement le maintien mais aussi l'élargissement des services publics. En ce sens, QS devrait dénoncer l'approche du profit à tout prix défendue par la CAQ, son soutien au maintien des bas revenus d'emploi, au recours convenu avec les agences de placement et les cliniques privées. On ne saurait accepter la dénonciation faite par le premier ministre de la grève légale des travailleuses et travailleurs du Port de Montréal. Il faut contrer ce nivellement par le bas, cette tactique de diviser pour mieux régner.

De plus, la protection des lanceurs d'alerte ne saurait être laissée au gré des établissements publics. Devant la peur de parler, de dire les choses, il faut que QS développe une stratégie permettant de contrer cette omerta. Ainsi, QS pourra devenir une alternative, être un agent catalyseur des mobilisations syndicales.

L'aile parlementaire de QS doit pouvoir contrer les arrêtés ministériels qui bafouent les droits du travail, les interdictions de grève. En ce sens, elle doit être étroitement liée à ce qui se passe sur le terrain.

Dans les comtés, les associations locales se doivent de participer activement aux luttes menées par les travailleuses et les travailleurs, être présents sur les lignes de piquetage terrain et cela pour tous les ministères, pour l'ensemble de l'appareil étatique. L'élargissement des services publics du plan de relance de QS doit se concrétiser dans toutes les régions. Ils sont un moyen d'atténuer les inégalités sociales.

Cette rencontre ouvre un univers de possibilités. Un Front uni de la base est en marche et tient le 6 mai une assemblée d'organisation pour une grève générale et sociale en soutien aux revendications des salarié.e.s de l'État. Les réseaux militants de QS sont une occasion de créer des antennes militantes dans toutes les régions du Québec. C'est somme toute une éclaircie dans cet environnement « covid » prégnant.

Ghislaine Raymond

3 mai 2021